pement qu'il a reçu depuis quelques années sous des mains habiles, et à la fabrication, des avantages immenses qu'elle retirait, dans le commerce de l'étranger, de la correction et de la pureté de ses dessins, seul moyen de préférence qu'elle ait à faire valoir aujourd'hui parmi tant de manufactures qui se sont élevées en Prusse, en Allemagne et en Italie.

« Monseigneur le ministre de la police, prévenu particulièrement par M. de Bastard, premier président de la Cour royale (de Lyon), de l'impression fâcheuse que faisait la demande de M. le directeur de la Maison du Roi, lui a répondu qu'il avait pris à ce sujet les ordres de Sa Majesté, et que la ville de Lyon conserverait ses tableaux. Le directeur du Musée a, en conséquence, suspendu l'envoi qu'il devait en faire à Paris (1). J'en ai prévenu M. le comte de Pradel, et je prie V. Excellence de vouloir bien insister auprès de lui pour qu'il fasse rendre à la ville de Lyon l'équivalent des tableaux qui lui ont été enlevés dans le cours de l'été dernier. »

Le ministre de l'Intérieur au préfet du Rhône.

15 mars. — « Je reçois votre lettre du 7 de ce mois, relativement aux tableaux qui existaient au Musée de Lyon et qui nous ont été redemandés pour être rendus aux commissaires des puissances alliées.

« Ces demandes vous ont été faites par la Direction du Musée du Louvre, et je regrette bien que vous ayez cru devoir y obtempérer sans m'en informer plus tôt.

« Les Musées des départements sont essentiellement dans les attributions du Ministère que le Roi m'a confié; rien ne doit se faire dans ces établissements sans que j'en sois ins-

(1) J'imagine qu'Artaud attendait ce moment avec une vive anxiété, et qu'il dut ressentir une joie suprême de la tournure que l'événement avait prise.